



Chaque jour, le CCFD-Terre Solidaire, à travers ses partenaires partout dans le monde, et ses bénévoles en France, mène des actions pour soutenir les personnes migrantes, sensibiliser les citoyens et interpeller les décideurs politiques.

ENSEMBLE, NOUS
FAISONS **VIVRE** CHAQUE JOUR
UNE SOLIDARITÉ
INTERNATIONALE
QUE RIEN N'ARRÊTERA,
PAS MÊMES LES FRONTIÈRES.



DÉNONÇONS

les politiques migratoires meurtrières et inhumaines,
qui brisent des vies chaque jour.

MOBILISONS-NOUS

pour faire preuve de solidarité envers les personnes migrantes
pour qu'elles puissent vivre dignement dans leur pays d'accueil.

PROPOSONS

à nos États de coopérer entre eux, et avec la société civile,
afin que les migrations deviennent une chance pour la personne
migrante, le pays d'origine et celui d'accueil.



Découvrez les actions que nous menons avec nos partenaires sur :
solidairesauxfrontieres.org



**TERRE
SOLIDAIRE**
Soyons les forces du changement

Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement - Terre Solidaire

Conception agence **bastille** / Crédits photos: Eric Bouvet Getty Images / Réf: 923 13 19 / Ne pas jeter sur la voie publique

**RIEN N'ARRÊTERA
LA SOLIDARITÉ,**
PAS MÊME LES FRONTIÈRES.



MOBILISONS-NOUS POUR DÉNONCER LES POLITIQUES MIGRATOIRES MEURTRIÈRES!

L'Union européenne et ses États membres mènent depuis plusieurs années des politiques migratoires de plus en plus coûteuses, inhumaines et inefficaces. Plus de 1 000 km* de murs ont été érigés en Europe et plus de 21 milliards d'euros* sont prévus pour renforcer les frontières extérieures de l'Union européenne d'ici 2027...

Ces politiques, toujours plus drastiques, cherchent obstinément à empêcher des personnes tentant de sauver ou d'améliorer leur vie de venir en Europe. Elles ont tué 34 000 personnes* ces 20 dernières années : mortes en mer, en tentant de traverser une frontière, ou encore dans les centres de rétention.

Nous devons nous mobiliser pour demander aux décideurs de mettre un terme à des politiques qui préfèrent protéger des frontières plutôt que des vies. Ces politiques, en plus d'être meurtrières, sont inefficaces. **La fermeture des frontières est présentée comme la seule solution pour ne pas être "submergé": c'est une idée reçue.**



PEUT-ON PARLER D'INVASION MIGRATOIRE ?

➔ **NON**

Les migrations internationales ont très peu augmenté ces dernières décennies et demeurent principalement régionales. L'Europe et la France n'accueillent que peu de réfugiés.

Seulement **3.4 %*** de la population mondiale ne vit pas dans son pays d'origine, contre **2.90 %*** en 1990.

En Europe, seulement **6 %*** des personnes sont d'origine extra-européenne.

85 %* des réfugiés ont trouvé protection dans un pays en développement.

PEUT-ON DIRE QUE LA FERMETURE DES FRONTIÈRES PERMET UN CONTRÔLE EFFICACE DES ENTRÉES SUR LE TERRITOIRE EUROPÉEN ?

➔ **NON**

La fermeture des frontières ne permet pas un contrôle efficace des entrées car les personnes qui fuient leur pays ne peuvent que rarement passer par les postes-frontières.

En effet, elles n'ont pas la possibilité de faire les démarches administratives pour venir légalement (obtention d'un visa). Elles sont pour la plupart obligées de prendre des itinéraires dangereux (embarcations de fortune, massifs montagneux) de peur d'être refoulées aux frontières ou mises dans un centre de rétention.

PEUT-ON DIRE QUE LES POLITIQUES DE FERMETURE DES FRONTIÈRES EMPÊCHENT LA CRIMINALITÉ ?

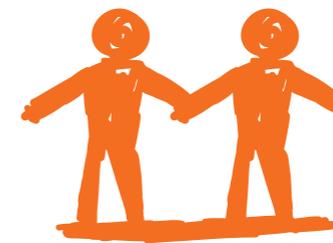
➔ **NON**

Au contraire, en rendant quasiment impossible l'accès aux visas, nos politiques actuelles alimentent ces réseaux criminels.

Sans visa, on ne peut pas voyager. Les personnes migrantes sont donc obligées de faire appel à des passeurs pour traverser les frontières. Ces politiques exposent les personnes migrantes à la cupidité de ces réseaux, qui profitent de leur vulnérabilité pour les exploiter (prostitution, esclavage...).

Sur les **3 600 femmes*** nigérianes arrivées en Italie par embarcation entre 2015 et 2016, plus de **80 %*** d'entre elles ont été victimes de traite à des fins de prostitution en Italie et en Europe.

* Plus d'infos sur solidairesfaceauxfrontieres.org



QUE PERMETTRAIT UNE POLITIQUE MIGRATOIRE MOINS DRASTIQUE ?

1

Les personnes migrantes pourraient alors prendre des itinéraires plus sûrs et passer par les postes-frontières. Le pays où elles entrent pourrait enregistrer leur arrivée et les informer sur les procédures d'obtention d'un droit de séjour.

2

Les réseaux de passeurs n'auraient plus de raison d'exister.



RÉAGISSONS

Nous ne pouvons plus fermer les yeux sur le sort des personnes migrantes aux portes de l'Europe. C'est notre devoir de citoyen et citoyenne d'élever notre voix pour protester contre ces politiques indignes.